



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 21/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AJINOMOTO FOODS EUROPE**

46 RUE DE NESLE  
BP 42

80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2024-E30091

Code AIOT : 0005102362

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2024 dans l'établissement AJINOMOTO FOODS EUROPE implanté 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection du système de gestion de la sécurité sur la thématique formation avec un focus sur le dépotage de l'ammoniac (NH3).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AJINOMOTO FOODS EUROPE
- 48 RUE DE NESLE BP 42 80190 Mesnil-Saint-Nicaise

- Code AIOT : 0005102362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société AJINOMOTO FOODS EUROPE est spécialisée dans le secteur agroalimentaire. Son activité principale est la production d'acides aminés par bio-fermentation, à l'aide de bactéries, non pathogènes et non génétiquement modifiées, à partir de substrat présent dans différentes matières premières sucrées. Les principaux produits fabriqués sur le site sont:

- le monosodium L-glutamate, dit MSG, produit principal du site, fabriqué à partir de l'acide L-glutamique. Le glutamate est utilisé depuis de nombreuses années pour ses propriétés gustatives comme ingrédient alimentaire traditionnel par de nombreuses cuisines à travers le monde;
- l'acide L-aspartique, deuxième acide aminé produit par l'usine. Il est utilisé dans la fabrication de l'aspartame et par l'industrie pharmaceutique;
- d'autres sels de l'acide L-glutamique: sels de potassium, calcium, ammonium et magnésium, le chlorhydrate d'acide L-glutamique et l'acide N-acétyl L-glutamique.

L'activité de production des acides aminés par fermentation engendre la production de co-produits. Ceux-ci sont commercialisés pour l'alimentation animale en tant que concentré protéique et sels binaires. Il s'agit:

- du Protorsan provenant du séchage des bactéries ayant produit l'acide L-glutamique par fermentation, à partir de la mélasse ou d'hydrolysats d'amidon;
- du Protéinal comme co-produit liquide;
- des sels binaires utilisés comme engrais dans l'agriculture.

Dans le cadre de l'activité de production d'acides aminés, AJINOMOTO FOODS EUROPE dispose d'installations de fermentation, séparation, purification, cristallisation, transformation chimique, conditionnement et stockage d'acides aminés.

L'exploitation des installations est autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 1996, notamment modifié par l'arrêté complémentaire du 04 novembre 2020. L'établissement est classé Seveso seuil haut et fait partie des établissements dits "IED" - BREF FDM industries agroalimentaires.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- SGS

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réexamen et mise à jour du SGS	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-40	Sans objet
3	Affectation de moyens appropriés	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-99	Sans objet
5	Gestion des Formations et Compétences	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 1	Sans objet
4	Accueil des nouveaux arrivants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 1	Sans objet
1	Gestion des Prestataires et Entreprises Extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I -1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un manuel et une procédure de gestion des formations sont en place. L'exploitant met en œuvre un système de parrainage des nouveaux arrivants, et ce parrainage est tracé grâce à un formulaire de qualification renseigné par le N+1.

L'inspection n'a pas identifié de non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 2 : Réexamen et mise à jour du SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-40
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>
<div>L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité. Ce système de gestion de la sécurité est proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs et à la complexité de l'organisation ou des activités de l'établissement. L'exploitant tient à jour ce système. Ce système de gestion de la sécurité est réalisé pour la première fois ou réexaminé et mis à jour :- avant la mise en service d'une installation relevant du régime défini à la présente sous-section ; - avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ou de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; - dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section pour d'autres raisons que celles mentionnées aux deux alinéas précédents ; - à la suite d'un accident majeur.</div>
<b>Constats :</b>
<p>L'exploitant dispose d'une Gestion Électronique des Documents (GED) qui permet de suivre le cycle de vie des documents du Système de Gestion de la Sécurité (SGS). Le manuel intègre une liste des procédures clés et une liste des MMR du site.</p> <p>Les données d'entrée pour la mise à jour du système sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les retours d'audit du SGS réalisés par un auditeur externe.</li><li>• Les retours des inspections du système.</li></ul> <p>Le SGS présenté est référencé sous le code DS-2017-0004. Il s'agit de la version 19, en date d'application du 07/05/2024. Le document est validé par le directeur du site. Les mises à jour sont identifiées dans le texte par un liseré bleu. Cette mise à jour correspond à l'intégration des remarques des derniers audits et inspections. Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ajout des définitions suivantes : Anomalie et défaillance MMR ; actualisation de la liste des membres.</li><li>• Ajout de nouveautés dans certaines formations.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Affectation de moyens appropriés**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-99
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.
<b>Constats :</b>  L'assistante RH est en charge de la gestion des formations pour le site. Un recrutement est en cours pour assurer la gestion des recrutements et des compétences. Le service RH est composé de 6 personnes. Il y a 240 personnes qui travaillent sur le site.  Les orientations de formation sont définies sur 3 ans, puis un plan de développement des compétences est mis en œuvre pour l'année. Ce plan est en cours de finalisation au moment de l'inspection.  En 2023, l'entreprise a réalisé près de 8 000 heures de formation, soit 90 % de son objectif. Les écarts sont notamment expliqués par des décalages de date ou l'absence de salariés durant la formation. Le bilan de formation permet de suivre la réalisation des formations par thématique. L'entreprise est actuellement en cours de déploiement d'une solution digitale pour la réalisation des entretiens professionnels qui permettra ensuite de réaliser une gestion digitale du plan de formation.  Le service QSE est composé d'un responsable QSE et de 3 techniciens HSE. Une personne est chargée de la sûreté du site. Tous les deux mois, une réunion de l'équipe SGS est réalisée, et les dates sont fixées pour l'année. La dernière réunion (N°3) s'est déroulée le 28/06/2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <ul style="list-style-type: none"><li>• Transmettre une copie de l'organigramme (service RH et QSE)</li><li>• Transmettre le compte rendu de la réunion SGS du 28/06/2024</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Gestion des Formations et Compétences**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation - Gestion du processus de formation (organisation)
<b>Prescription contrôlée :</b>  <div><p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p><p>1. Organisation, formation</p><p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents</p></div>

majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

#### Constats :

##### GESTION DES FORMATIONS

Les formations sont gérées selon la procédure PR-2015-0007, version 11, en date d'application du 02/08/2024.

Pour préparer son programme de formation, l'exploitant se base sur :

- la note d'orientation du groupe,
- le bilan des formations,
- l'entretien professionnel,
- le tableau d'identification des formations en fonction des postes occupés (fichier « formation obligatoire (4) »).

L'exploitant indique que le plan de formation est validé avec le N+1 du collaborateur. Le RH recherche ensuite un prestataire et/ou développe un module de formation en interne. A la suite de la formation, une évaluation à chaud est réalisée (fiche d'évaluation de stage), ce qui permet à l'exploitant de s'assurer que la formation a bien répondu aux attentes et aux besoins du collaborateur. Des évaluations des acquis et des compétences sont réalisées pour certaines formations.

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'un collaborateur n'a pas réalisé le recyclage de sa formation ESI. Celui-ci n'est donc plus habilité. L'exploitant déclare avoir informé oralement la personne en question et qu'un tableau des effectifs habilités est affiché dans le local ESI.

L'inspection recommande d'informer le collaborateur par écrit du dépassement de l'échéance et les conséquences associées.

##### GESTION DES COMPÉTENCES

- Le tableau « formation obligatoire » permet d'identifier les formations nécessaires au poste de travail.
- La fiche de fonction permet d'identifier les missions et tâches sur les différents postes.
- La fiche de « Qualification au poste de travail » et l'entretien professionnel permettent au N+1 de statuer sur le niveau de compétence et les besoins en formation pour un salarié.

L'inspection constate que :

- les postes clés ne sont pas identifiés.
- le manque de priorisation du programme de formation d'un nouvel arrivant.
- certaines formations, notamment en interne, ne sont pas assujetties à un recyclage.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les documents suivants :

- PR 2018 00200 Description du processus Ressources Humaines
- PR-2017-0005 Procédure de demande d'habilitation
- PR 2015 0007 Définition du besoin

**L'inspection recommande :**

- L'identification des postes clés et des outils associés présentant un enjeu dans la mise en œuvre des MMR.
- La vérification des modalités de recyclage des formations associées aux postes clés (fréquence, qualification...).
- La priorisation des formations à mettre en œuvre pour garantir un personnel compétent et autonome (délai maximum de formation NH3 des nouveaux collaborateurs...).
- La révision des modalités d'information du personnel n'ayant pas effectué de recyclage. L'exploitant doit s'assurer que le personnel ne disposant plus de formations "clés" à jour ne puisse plus intervenir le temps du recyclage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Accueil des nouveaux arrivants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS - Compétences

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

**Constats :**

Un parcours de formation est mis en œuvre avec un dispositif de tutorat.

Le tableau « formation obligatoire » permet d'identifier les formations nécessaires au poste de travail.

Le N+1, accueillant un nouveau collaborateur, renseigne une fiche de « Qualification au poste de travail ». Cette fiche est renseignée à la main par le N+1 qui évalue la connaissance et le savoir-faire du collaborateur. Chaque point fait l'objet d'un commentaire.

Toutefois, il ne s'agit pas d'une grille type, ce qui ne permet pas de s'assurer de la pérennité et de la répétitivité de la pratique. Il n'y a pas non plus de critères d'évaluation.

M. Percher est l'opérateur en poste le jour de l'inspection au dépotage de NH3. Il est arrivé le 24 juillet 2023. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dossier de qualification. Toutefois, il a été confirmé que les formations suivantes ont été réalisées :

- ADR le 25 septembre 2023
- NH3 le 10 octobre 2023
- HSA complet le 12 décembre 2023

- Incendie le 11 mars 2024

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments suivant :**

- PR-2006-0004 : Procédure de qualification d'une personne à une fonction
- FE-2014-0017 : Attestation de formation sécurité au poste de travail de M. Pecher
- Les attestations de formation de M. Pecher (ADR, Incendie, HSA, NH3)
- Le formulaire de "qualification au poste de travail" de M. Pecher

**Recommandations de l'inspection :**

- Proposer une mise à jour de la grille de qualification permettant au N+1 d'identifier les compétences devant être maîtrisées par les collaborateurs ainsi que les critères d'évaluation associés. L'objectif est de garantir une évaluation homogène des collaborateurs et de réduire le risque de perte d'informations. Cela permettra également de pérenniser la pratique et la qualité du tutorat.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 1 : Gestion des Prestataires et Entreprises Extérieures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I -1

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS - Prestaire extérieur

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

**Constats :**

L'exploitant fait appel au prestataire EMIP pour réaliser des opérations de maintenance. Un plan de prévention annuel est réalisé, puis des permis de travail à la tâche sont délivrés. Les travaux sur les réseaux d'ammoniac sont réalisés après purge et mise en sécurité. Ainsi, le prestataire n'intervient jamais sur un réseau en charge.

L'exploitant a dispensé la formation NH3 au responsable de l'entreprise extérieure. Ces responsables doivent transmettre l'information à leurs équipes. L'exploitant est en attente d'un retour.

Cette formation est renouvelée si le prestataire n'est pas intervenu depuis plus de 6 mois.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments suivant :



- Copie du PDP pour la société EMIP
- État de la sensibilisation aux risques liés à l'ammoniac (NH<sub>3</sub>) au sein de la société EMIP

**Type de suites proposées :** Sans suite